

France-Paris: Repair and maintenance services of building installations

OJ S 98/2016 24/05/2016

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Ministère de la justice — DAP

Postal address: 13 place Vendôme

Town: Paris Cedex 01

NUTS code: FR France

Postal code: 75042

Country: France

Contact person: Bureau de la gestion déléguée PS6, Emma Bower

E-mail: emma.bower@justice.gouv.fr

Telephone: +33 170228326

Internet address(es):Main address: <http://www.justice.gouv.fr>Address of the buyer profile: <http://www.marches-publics.gouv.fr>**I.3. Communication**

Access to the procurement documents is restricted. Further information can be obtained at:

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

I.4. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

Marché public de services d'exploitation-maintenance de 4 établissements pénitentiaires ultra-marins.

Reference number: MGD-2016

II.1.2. Main CPV code

50700000 Repair and maintenance services of building installations

II.1.3.

Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Le marché a pour objet la réalisation des prestations d'exploitation-maintenance du Centre pénitentiaire de Rémire-Montjoly (Guyane), du Centre pénitentiaire de Ducos (Martinique), du Centre pénitentiaire de Baie-Mahault (Guadeloupe), et de la Maison d'arrêt de Basse-Terre (Guadeloupe). Ces prestations comprennent les services suivants: (1) garantie de sûreté et de sécurité de l'exploitation pénitentiaire; (2) conformité fonctionnelle de l'ensemble des installations; (3) prestations de services à l'immeuble; (4) gestion de la pérennité des installations; (5) gestion des fluides et énergies (hors fourniture).

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 30 000 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

50700000 Repair and maintenance services of building installations, 90900000 Cleaning and sanitation services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR91 Guadeloupe

NUTS code: FR93 Guyane

NUTS code: FR92 Martinique

Main site or place of performance: Rémire-Montjoly (Guyane), Ducos (Martinique), Baie-Mahault et Basse-Terre (Guadeloupe).

II.2.4. Description of the procurement

Le Ministère de la justice souhaite confier un ensemble de prestations d'exploitation-maintenance (par référence aux services identifiés à la rubrique II.1.4) pour les 4 établissements du marché.

Les prestations d'exploitation-maintenance correspondent aux niveaux 1 à 4 conformément à la norme fd x 60-000. Certains lots techniques seront susceptibles d'intégrer le niveau 5 de maintenance dans le cadre d'une prestation supplémentaire éventuelle que le candidat devra obligatoirement chiffrer. À titre accessoire, dans les conditions qui seront déterminées par les documents de la consultation, le marché organisera les conditions dans lesquelles l'administration pourra demander au titulaire, sur la base d'un bordereau de prix unitaire, la réalisation de prestations ponctuelles relatives à la reprise de dégradations relevant de la responsabilité de l'administration (bons de commande sans montant minimum ni maximum; montant annuel prestations commandées dans ce cadre estimé à 100 000 EUR HT.).

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 30 000 000,00 EUR

II.2.7.

Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Start: 04/02/2017 End: 31/12/2023

This contract is subject to renewal: no

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

Dans les conditions prévues à l'article 30-i-7° du décret 2016-360, l'administration se réserve la faculté de confier au titulaire du marché objet de la présente consultation la réalisation de prestations similaires à celles définies dans le cadre du marché objet de la présente consultation.

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds: no

II.2.14. Additional information

La date de démarrage des prestations correspond à la date de début du marché (II.2.7). Par exception, pour la maison d'arrêt de Basse-Terre, la date de démarrage des prestations est fixée au 10.2.2017 et la date de fin des prestations est fixée au 31.12.2019.

Le marché comprend une variante imposée correspondant à la prestation supplémentaire éventuelle identifiée à la rubrique II.2.4.

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Le candidat fournit une lettre de candidature (formulaire Dc1 ou équivalent) datée et signée en original par une personne habilitée à engager le candidat (preuve à apporter) et, en cas de groupement, les coordonnées de chacun des membres du groupement, le nom du mandataire unique, le caractère conjoint ou solidaire du groupement et l'habilitation du mandataire à signer la candidature du groupement. En application de l'article 48 du décret 2016-360, le candidat (se présentant seul) ou chaque membre du groupement produit, à l'appui de sa candidature, une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance 2015-899, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-I à L5212-li du code de travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

Le candidat (se présentant seul ou, le cas échéant, chaque membre du groupement d'opérateurs économiques) produira à l'appui de sa candidature les documents et déclarations suivantes:

1) Dans la mesure où ces informations sont disponibles, une déclaration concernant le chiffre d'affaires global, et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public pour les 3 derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur.

2) Pour les opérateurs pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi, les bilans (ou extraits) relatifs aux 3 mêmes exercices.

Dans le cas où le candidat est objectivement dans l'incapacité de produire ces renseignements et documents, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent, et notamment par la production d'une déclaration appropriée de banques ou d'une preuve d'une assurance des risques professionnels.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

Le candidat (se présentant seul ou, le cas échéant, chaque membre du groupement d'opérateurs économiques) produira à l'appui de sa candidature les documents et déclarations suivantes:

1) Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, portant sur des missions de complexité comparables à l'objet du présent marché. Pour chaque référence, seront indiqués le montant de l'opération, la date, le destinataire public ou privé, et la localisation.

2) Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels, et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années.

III.2. Conditions related to the contract

III.2.2. Contract performance conditions

Les personnes auxquelles seront confiées l'exécution des prestations objet de la présente consultation devront être habilitées préalablement dans les conditions fixées par le décret n° 87-604 du 31.7.1987 modifié relatif à l'habilitation des personnes auxquelles peuvent être confiées certaines fonctions dans les établissements pénitentiaires et complétant l'article R79 du code de procédure pénale.

III.2.3. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Competitive procedure with negotiation

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.5. Information about negotiation

The contracting authority reserves the right to award the contract on the basis of the initial tenders without conducting negotiations

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 21/06/2016 Local time: 17:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

Date: 27/06/2016

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 7 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

Complément I.3: en application de l'art. II 39 du décret 2016-360, en raison de la confidentialité des informations, certains documents de la consultation ne seront pas mis à disposition sur le profil acheteur au moment de la phase candidature; ils seront mis à disposition aux candidats admis à soumissionner selon les modalités précisées dans le règlement de consultation. /Complément III.I: 1) pour démontrer qu'ils disposent des capacités requises, les opérateurs peuvent avoir recours aux capacités d'autres opérateurs (notamment contrat de sous-traitance). Pour ce faire, le candidat produit, pour chacun de ces opérateurs, l'ensemble des éléments énumérés à la rubrique III.I (à l'exception de la lettre de candidature) ainsi que tout document permettant d'attester que ces opérateurs mettront effectivement leurs capacités à disposition. 2) pour fournir les renseignements demandés à la rubrique III.1 les candidats peuvent utiliser les formulaires Dc1 et Dc2 disponibles sur le site internet de la DAJ du ministère de l'économie et des finances (<http://www.economie.gouv.fr>). 3) si des opérateurs souhaitent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen, ce document devra être rédigé en français. /Complément III.2.4: en application de l'art. 53 du décret 2016-360, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve accessibles directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature les informations nécessaires à la consultation de ce système ou espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. /Complément IV.2.6: dans l'hypothèse où des négociations seraient engagées, le délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre est décompté à partir de la date limite de réception de l'offre finale qu'il aura été invité à remettre à l'issue des négociations. /Complément IV.2.2: Fuseau horaire Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid (Gmt+01:00). Les candidatures seront remises selon l'une des modalités suivantes: 1/ Remise par courrier sous enveloppe cachetée à l'adresse suivante: ministère de la justice, DAP, sous-direction du pilotage et de la sécurité des services, PS 6 — 13 place Vendôme F-75042 Paris Cedex 01, à l'attention de Mme Emma Bower. L'enveloppe dûment cachetée devra porter la mention suivante « Ne pas ouvrir: candidature au marché Mgd-2016 ». 2/ Remise contre récépissé au siège de la DAP bâtiment Olympe de Gouge (Millénaire 3) 35 rue de la Gare 75019 Paris. L'enveloppe dûment cachetée devra porter la mention suivante « Ne pas ouvrir: candidature au marché Mgd-2016 »./ 3/ Remise par voie électronique sur la plateforme interministérielle à l'adresse suivante: www.marches-publics.gouv.fr, sous la référence « Mgd-

2016 ». Dans ce cas, documents signés électroniquement dans les conditions fixées par l'arrêté du ministère de l'économie et des finances du 15.6.2012. Les formats de signatures acceptés sont Xades, Pades et Cades. La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante: .zip, .pdf, .doc et .xls. / Si une identification n'est pas exigée sur la plateforme susvisée, le choix d'un accès anonyme empêche la communication des informations complémentaires et des éventuelles modifications apportées dans le cadre de la consultation. Le mode de transmission des candidatures conditionne le choix du mode de transmission des offres.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Paris
Postal address: 7 rue de Jouy
Town: Paris
Postal code: 75004
Country: France
Telephone: +33 144594400
Fax: +33 144594646
Internet address: <http://www.paris.tribunal-administratif.fr>

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:
Avant la conclusion du contrat, les opérateurs ayant un intérêt à agir peuvent engager, devant le tribunal administratif de Paris, une procédure en référé précontractuel dans les conditions prévues par les articles L551-1 à L551-4, L551-10 à L551-12, R551-1 et R551-3 à R551-6 du code de justice administrative (CJA). Après la conclusion du contrat, les opérateurs ayant un intérêt à agir peuvent engager, devant le tribunal administratif de Paris, (1) une procédure de référé contractuel dans les conditions prévues par les articles L551-13 à L551-23 et R551-7 à R551-10 du CJA, et/ou un recours en contestation de validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Greffe du tribunal administratif de Paris
Postal address: 7 rue de Jouy
Town: Paris
Postal code: 75004
Country: France
E-mail: greffe.ta-paris@juradm.fr
Telephone: +33 144594400
Fax: +33 144594646
Internet address: <http://www.paris.tribunal-administratif.fr>

VI.5. Date of dispatch of this notice

19/05/2016